

ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2022-454

**REGLEMENTATION DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT  
CHEMIN RURAL N°4 – ROUTE DE MEYNES  
CHEMIN DE LA BOISSIERE – CHEMIN DU MAS DU CHARCUTIER**

**Le Maire de la Commune de Jonquières Saint Vincent,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213-1 et L3221-4;

Vu le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 413-1, R. 417-9 et R. 417-10 ;

Vu l'instruction interministérielle et notamment les articles livre 1, 2ème partie, signalisation de danger, livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et VA livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;

Considérant la demande en date du 22 Septembre 2022 présentée par M. Nicolas JUMEAUCOURT de l'entreprise LAUTIER-MOUSSAC, sise 5 Zone d'Activités Peire Plantade – RD 226 – 30190 MOUSSAC;

ARRÊTÉ

**Article N°1** : L'entreprise LAUTIER MOUSSAC est autorisée à occuper le domaine public pour des travaux de réfection de voirie en enrobé à chaud Chemin Rural N° 4, Route de Meynes, Chemin de la Boissière, Chemin du Mas du Charcutier du 29 Septembre au 29 Octobre 2022.

Le stationnement et la circulation sont interdits.

La route est barrée.

Par dérogation, cette mesure ne s'applique pas aux véhicules de chantier.

**Article N°2** : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le bénéficiaire.

**Article N°3** : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article N°4** : Monsieur le Directeur Général des Services et les agents placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la publication, de la notification et de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Bouillargues / Bellegarde.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou être déféré dans les mêmes conditions de délai devant le Tribunal Administratif de Nîmes. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) »

Fait à Jonquières Saint Vincent, le 26 Septembre 2022  
Le Maire, Jean-Marie FOURNIER

